

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/53/Suppl.5  
23 décembre 2002

(02-7077)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES IMPOSÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Demande de consultations présentée au titre de l'article 12:3  
de l'Accord sur les sauvegardes

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

### Supplément

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente de la Chine la communication ci-après, datée du 16 décembre 2002.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de vous communiquer les renseignements ci-après concernant les mesures de sauvegarde définitives appliquées par les Communautés européennes aux produits en acier.

Le 2 septembre 2002, au titre de l'article 12:1 b) et 12:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, les Communautés européennes (les "CE") ont notifié au Comité des sauvegardes de l'OMC qu'elles avaient constaté l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations et qu'elles projetaient d'appliquer des mesures de sauvegarde aux importations de certains produits en acier. Dans leur notification, les CE ont offert la possibilité de tenir des consultations conformément à l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

La République populaire de Chine (la "Chine") demande l'ouverture de consultations avec les CE au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes afin, entre autres choses, d'examiner les renseignements communiqués par les CE, d'échanger des vues au sujet des mesures annoncées et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, la Chine réserve sa position sur le point de savoir si la notification des CE en date du 2 septembre 2002 ménage des possibilités suffisantes pour des consultations adéquates, comme l'exige l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes.

En outre, la Chine réserve tous ses droits au titre de l'Accord sur les sauvegardes, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

J'espère avoir rapidement votre réponse et souhaite qu'une date et un lieu mutuellement acceptables puissent être fixés pour les consultations.